

SNES et SNEP FSU 35

Ille et Vilaine, Novembre 2025

Dossier BUDGET 2026 COMPRENDRE et AGIR sur le fonctionnement des collèges publics



COMPRENDRE

- 1) L'analyse générale du contexte.
- 2) Le fonds de roulement mobilisable (FRM) et le rappel d'une possible « réfaction » future
- 3) La répartition de la dotation budgétaire
- 4) Quelques précisions techniques
- 5) Focus sur les dotations pédagogiques (DOCS et accès aux équipements sportifs)
 - Documents d'appui :
- 6) Budget global des collèges (publics et privés) pour 2026
- 7) L'évolution financière et les Fonds de roulement disponibles pour chaque collège public.
- 8) La Dotation spécifique pour les équipements sportifs en 2026
- 9) La dotation globale de tous les collèges publics en 2026
- 10) La dotation d'ouverture culturelle et sportives pour tous les collèges publics en 2026

AGIR

- 1) Le vœu au CA pour peser sur les décideurs et exiger des moyens suffisants
- 2) Le Communiqué de la FSU35 pour réorienter les moyens du privé vers l'enseignement public
- 3) Plus de clarté et de transparence par des lignes disciplinaires
- 4) Voter contre le budget : pourquoi et quelles conséquences ?
- 5) Les outils mis à disposition par le SNES et le SNEP FSU

Sources principales : Session de l'Assemblée Départementale du 25/09/25 - Dotations de fonctionnement des collèges publics et privés pour 2026. [Délibération](#) et [Annexes](#)

1) L'analyse du contexte : Une asphyxie programmée des Collectivités...



Depuis maintenant plusieurs années (2013), les collectivités locales (Communes, Départements et Régions) subissent les conséquences des « réformes » des collectivités territoriales (Loi MAPTAM en 2014, loi NOTRE en 2015, Loi de Finance de 2018, loi 3DS en 2022...). Ces lois ont en commun d'amener une **baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF)** des collectivités, c'est-à-dire l'enveloppe

allouée par l'État pour leur permettre d'assurer leurs missions, mais aussi plus récemment la **baisse de leurs ressources propres** (impôts locaux) telles que la suppression de la taxe d'habitation (depuis 2023) ou la réduction de la CVAE depuis 2021 (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, qui a remplacé la taxe professionnelle en 2010), dont le taux maximal a déjà été divisé par 8 (1,5% en 2020 → 0,19% en 2025...)

Ainsi, la DGF (totale) des Communes, Interco et Départements est passée de 36,23 milliards€ en 2013 ([voir ici](#)) à 27,4 Mds€ en 2025 ([Banque des territoires](#))

→ Soit une baisse de près de 25%, et de 30% en y incluant l'inflation

(de + 21,6% sur la même période) ! Vous pouvez retrouver la DGF spécifique à votre département et/ou commune sur le [site du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales](#)

Les mesures gouvernementales annoncées amènent une baisse supplémentaire de 4,7 à 8,4 Mds€ pour 2026 ! (portant sur l'ensemble des CT)

Le 15/10/2025, le projet de loi de finances 2026 était présenté en avant-première par les ministres F.Gatel et A.De Montchalin à André Laignel, président du Comité des finances locales. Et voilà ce qu'il en pense ([source](#)):

"Ce budget est probablement le plus mauvais qu'on n'a jamais eu en ce qui concerne les collectivités territoriales... Pour 2025, on nous avait annoncé -2 Mds € ; cette année, on nous en annonce - 4,7 Mds!... et ces chiffres sont sous-estimés par l'État puisque la réalité, pour cette année 2025, [c'est plus de 7 Mds en moins](#), et que selon mes calculs, ce sera au moins 8,4 milliards pour 2026 !... Cela veut dire des modernisations de territoires qui ne se feront pas, des services publics locaux qui peuvent fermer ou être affaiblis, et des collectivités plongées dans une incertitude qui va rendre très difficile la préparation de leur budget 2026 »

Symptôme d'une politique irresponsable, le projet de budget 2026 prévoit notamment une nouvelle amputation du *Fonds vert*, dédié aux projets d'adaptation au changement climatique, déjà divisé par 2 en 2025 (passant de 2,5 à 1,15 Mds€) et qui subirait une nouvelle baisse de 500 millions€ pour s'établir à 650 mds€ en 2026 ([source](#)).

En 2024, C.Bechu (ministre de la transition écologique) promettait 2,5 Mds € par an jusqu'en 2027 ([Source](#)).

Le montant des dotations de fonctionnement aux 62 collèges publics pour 2026 est de 9 440 478€ (contre 10 473 039€ en 2025 et 12 033 909€ en 2024), soit **une baisse de plus de 21% en 2 ans...** Cependant, il convient de relativiser cette baisse car elle concerne principalement les dépenses de viabilisation (coût des énergies), directement payées par le CD35. En fait, si on enlève ces dépenses de viabilisation, l'enveloppe réellement attribuée aux collèges publics est de 5 110 477€ pour 2026, contre 4 948 439€ en 2025.

On notera que pour 2026, il n'y aura pas de «réfaction», procédé consistant à donner moins aux collèges publics qui avaient un fonds de roulement supérieur à 90 jours. Nous encourageons toutefois les équipes en manque de budget (matériel pédagogique, sorties, etc...) à solliciter des prélèvements sur fonds de roulement dès l'instant où ceux-ci dépassent les 60 jours. En 2025, la réfaction avait concerné 18 collèges publics pour un montant total de - 450 772€, mesure que nous avons dénoncée au regard du maintien des financements facultatifs aux collèges privés.

En effet, alors que les collectivités sont de plus en plus asphyxiées par l'Etat, le CD35 continue d'allouer des « subventions volontaristes » (c'est-à-dire qui ne sont pas imposées par la loi) conséquentes aux collèges privés,

tandis que s’empilent les rapports parlementaires et les études révélant un **séparatisme social de plus en plus important ainsi qu’une absence totale de contrôle des établissements privés (Stanislas, Bétharam, Riaumont...).**

Grâce aux actions et interpellations d’élu.es, de citoyen.nes, de membres des conseils d’administration de collèges et des organisations syndicales (voir le communiqué de presse de la FSU 35 en annexe), le CD35 a commencé à appliquer une légère réduction de ses dotations facultatives à l’enseignement privé pour 2026 (-130 000€ sur la dotation d’utilisation des équipements sportifs). Mais cela reste bien trop modéré au regard des besoins d’investissement et de fonctionnement des collèges publics (rénovation énergétique des bâtiments, équipements sportifs...).

En effet, **le CD35 continue tout de même de financer (de façon totalement facultative) l’enseignement privé à hauteur de plusieurs millions d’euros (2,3 Millions en « Loi Falloux » chaque année)** ([dotation collèges 2026, annexe 2](#))

2) Le fonds de roulement mobilisable et les possibles prélèvements :

Un séparatisme privé/public qui se constate également dans les réserves financières...

Tout d’abord, on notera une différence très significative du montant des fonds de roulement entre les collèges publics et privés. Si le fonctionnement du privé amène mécaniquement à avoir plus de réserves (notamment pour les intérêts liés aux emprunts d’investissement), le montant du fond de roulement mobilisable (FDRM) exprimé en jours de fonctionnement gomme fortement ces différences. Et on constate ainsi que **le FDRM des collèges publics correspond à 94 jours** de fonctionnement (contre

Nombre de collèges	Fonds de Roulement Mobilisable en jours (FDRM)	
	2024 (60 collèges)	
	Moyenne départementale en jours	94
	Situation délicate : - de 30 jours	2
	Situation insuffisante : de 31 à 45 jours	4
	Situation satisfaisante : de 46 à 60 jours	7
	Situation correcte : de 61 à 90 jours	13
	Situation très bonne : + de 90 jours	34

FDRM des collèges publics, Budget des collèges - Annexes, p4

	FDRM exprimés en jours de fonctionnement		
	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Moyenne départementale	234 jours	215 jours	214 jours
Collèges < moyenne départementale	22	23	25
Collèges > moyenne départementale	25	24	22

FDRM des collèges privés, Budget des collèges - Annexes, p22

81 en 2025), tandis qu’il atteint **214 jours pour les collèges privés, soit 2,2 fois plus dans le privé que dans le public...**

Ne pas hésiter à utiliser le fonds de roulement quand les besoins (matériel péda, sorties, aide au séjour...) existent...

D’après l’appréciation du Conseil départemental 35, un Fonds de roulement est jugé satisfaisant à partir de 46 jours, correct à partir de 61 et très bon au-delà de 90)

→ **Les prélèvements sur ce fond sont donc légitimes au-delà de 45 jours et à encourager vivement au-delà de 90 jours, afin d’éviter une éventuelle baisse de dotation future** (voir ci-contre les collèges publics ayant plus de 90 jours en 2024).

Montant des fonds de roulements, Budget des collèges - Annexes, p5

Nom du collège	VILLE	Nombre de jours FDRM			
		2022	2023	2024	Estimation au 01/01/25
Le Chêne Vert	Bain de B.	81	64	92	86
Pierre Brossolette	Brua	124	108	130 R	108
René Cassin	Cancale	162	189	147 R	106
De Fontenay	Chartres de B.	109	125	132 R	87
Victor Ségalen	Chateaugiron	112	97	122 R	107
Simone Veil	Crevin	88	76	101	91
Le Bocage	Dinard	125	110	135 R	114
Paul Féval	Dol de B.	123	131	128 R	97
Mahatma Gandhi	Fougères	49	15	98	98
Noël du Fail	Guichen	115	104	103 R	82
Jean Monnet	Janzé	64	76	118	116
Des Fontaines	La Guerche de B.	61	87	119	119
Georges Brassens	Le Rheu	126	94	115 R	93
Mathurin Méheut	Melesse	128	111	109 R	91
Louis Guilloux	Montfort S/Meu	57	73	93	87
Morvan Lebesque	Mordelles	124	114	136 R	97
Jacques Brel	Noyal S/Vilaine	119	123	141 R	108
Françoise Dolto	Pacé	95	84	100	100
Andrée Récipon	Orgères	139	160	120 R	89
A.M.Boudaliez	Redon	141	132	128 R	87
Clotilde Vautier	Rennes	103	155	118	104
Echange	Rennes	73	61	100	100
La Binquenaïs	Rennes	48	107	105	103
Les Chalais	Rennes	82	103	118	107
Les Gayeulles	Rennes	42	186	166	164
Les Hautes Ourmes	Rennes	46	74	92	89
Le Landry	Rennes	115	92	131 R	106
Amand Brionne	St Aubin d’Aubigné	103	86	112	112
Jean Moulin	St Jacques de la	87	128	205	169
Chateaubriand	St Malo	69	66	101	95
Jean Charcot	St Malo	80	115	124	121
Théophile Briant	Tinténiac	159	177	180 R	155
Le Querpon	Val d’Anast	115	101	108 R	81

2024 : R => collèges ayant subi une réfaction pour le calcul de la dotation de fonctionnement 2025

3) La répartition de la dotation budgétaire :

Ps : Une notice explicative du Conseil départemental est envoyée à tous les EPLE (Chef d'établissement et gestionnaires). Le Snes et le Snep Fsu35 demande qu'elle soit fournie en amont et présentée aux élu.es lors du CA Budget, dans un objectif d'apprentissage pédagogique et de transparence démocratique.

N'hésitez pas à la demander en amont, afin qu'elle vous soit transmise avec les autres documents préparatoires du CA.

Une base commune :

- **Une dotation « charges fixes »**, qui passe **12 000 à 20 000 €** par collège, pour faire face à l'augmentation des coûts incompressibles (contrats de maintenance, de photocopieurs...) et éviter les effets de seuils pour les plus petits collèges.
- **La dotation de viabilisation** destinée à couvrir les dépenses de fluides (eau, gaz, électricité, fioul, bois, réseau chaleur). Elle est directement prise en charge par le CD35 (dotation affichée mais non-versée), à l'exception de l'eau qui reste gérée par chaque collège (avec une dotation afférente).
- **Une dotation « entretien »** de 5€ par m² (4€ en 2025). Depuis 2023, le Département prend aussi directement en charge le renouvellement des équipements (vêtements, chaussures) de ses agents, à hauteur de 130 000€/an au total.
- **La dotation de structure liée aux effectifs (ex dotation activité de l'élève) :**
 - Pour les Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA) : 115 € pour chaque élève en SEGPA.
 - Pour l'enseignement général : le reste de l'enveloppe est réparti entre les élèves de l'enseignement général y compris les Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) et Unités Pédagogiques pour les Elèves Allophones Arrivants (UPE2A). Le montant moyen passe de 52,80€ à 26,75€ par élève de l'enseignement général (= bascule vers la dotation « charges fixes »).
- **Une dotation maintenance des espaces extérieurs** : la subvention est répartie en fonction de la surface cadastrale des collèges (terrains nus).

Des subventions pour les structures spécifiques :

- **Des internats** : 7 600 € pour le collège Anne-de-Bretagne à Rennes, 7 500 € pour le collège P.Perrin à Tremblay, 8 100€ pour le collège C.Guérin à Saint-Méen-le-Grand, 4 500€ pour G.Taburet à Guipry-Messac, soit un total de 27 700€.
- **Des unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS)** : une dotation forfaitaire de 700 € à chaque structure (1 400€ pour le Landry) soit un montant global de 26 600 € pour 37 unités. A noter l'ouverture en septembre 2025 d'1 unité dans le collège S.Veil à Crevin.

4) Quelques précisions techniques :

Le poste viabilisation concerne les dépenses de fluides : gaz, fioul, bois, électricité et eau.

- Depuis 2013, ces crédits sont calculés sur la base des consommations moyennes des trois dernières années connues. Depuis 2017, le département paie directement les dépenses de gaz et d'électricité, pour un montant estimé à 4 200 001€ pour 2026. La seule dépense de viabilisation restant à la charge des établissements est la consommation d'eau, dont la dotation est de 969 291€ pour 2026.

Redistribution des recettes de demi-pension :

- Un versement de Participation aux Charges Communes (PCC) de 19% des recettes élèves + personnels est opéré du service spécial SRH (en dépenses) vers le service ALO (en recettes).
 - Un versement de Participation aux Dépenses de Personnel (PDP) de 22.5% des recettes élèves + personnels est opéré du service spécial SRH (en dépenses) vers le conseil départemental (en recettes).
 - 42,5% des recettes de restauration servent à financer le fonctionnement de l'établissement et du CD35.
- A noter que le SRH (Service Restauration et Hébergement) ne peut pas bénéficier des dotations de fonctionnement versées par le CD35. Ses seules recettes devant être issues de la facturation des repas.

La fixation des tarifs de restauration : C'est bien le CA qui décide, mais dans un cadre qui reste prescrit par la collectivité de rattachement. Décisions pour l'année civile 2026 = augmenter le tarif boursier à 2,97€ (2,91 en 2025) ; augmentation du tarif des ½ pensionnaires non boursiers plafonnée à 2% (3% en 2025). Tarif minimum de 3,58€ (3,51€ en 2025) pour les personnels sous l'indice 465 et 4,74€ (4,65€ en 2025) pour les autres. Tarif personnel > au tarif élève.

Le fonds d'aide exceptionnel : - Les collèges qui feraient face à une situation imprévue sans disposer des moyens suffisants peuvent solliciter une demande exceptionnelle auprès du CD35, qui prévoit à cet effet une enveloppe de 200 000€ en 2026.

5) Les dotations pédagogiques :

1 - La dotation d'ouverture culturelle et sportive (DOCS) : une baisse supérieure à -20% entre le budget 2025 et 2026...

- Alors que le CD35 avait voté en **septembre 2024 (pour l'année 2025) un montant total de 394 098€** pour cette dotation aux collèges publics, il l'a rabaissé en mars 2025 à 312 093€, soit une **baisse de -21% (-82 005€)**, et cela tout en maintenant cette dotation facultative aux collèges privés, pour un montant de 189 948 €...

- La dotation totale prévue pour les collèges publics est de 315 104€ pour 2026 (et 186 773€ seront encore donnés aux collèges privés) **= -20% par rapport au projet 2025.**

- Le montant de la subvention procède du cumul de deux critères : l'un relatif à la localisation du collège et l'autre à la proportion de boursiers avec : un montant de 13,5€/ê pour les établissements ruraux < 300 élèves (contre 18€ en 2025) ; 9€/ê pour les établissements ruraux > 300 élèves (12€ en 2025); 6,75€/ê pour les établissements urbains (9€ en 2025) ; majoration de 15€/ê boursier pour les établissements dont le taux de boursiers est supérieur au taux moyen des EPLE, soit 26,07% pour 2026 (taux constaté à partir des effectifs boursiers 2024).

- Cette dotation concerne bien les dimensions culturelle ET sportive. Le *sportif* étant parfois « oublié » ou méconnu par l'administration, **n'hésitez pas à le rappeler en montrant si besoin le document officiel (p32).**

* 3 catégories de collèges :	Montant par élève
1 - urbain	9,00 €
2 - rural > 300 élèves	12,00 €
3 - rural < 300 élèves	18,00 €



* 3 catégories de collèges :	Montant par élève
1 - urbain	6,75 €
2 - rural > 300 élèves	9,00 €
3 - rural < 300 élèves	13,50 €

2 - La dotation « équipement sportifs » est basée sur le nombre d'heures de cours et sur un tarif horaire par type d'équipement (gymnase/plein-air/piscine).

→ Le taux horaire est identique depuis 2017 → au regard de

l'augmentation des coûts de transports et de location des équipements sportifs aux communes (l'indice des prix du transport routier a augmenté de +16% depuis 2017), **la non-augmentation du taux horaire amène irrémédiablement à des difficultés croissantes pour assurer l'EPS dans de bonnes conditions.**

- Pour les collèges disposant d'équipements sportifs intégrés (7 collèges publics), les tarifs a minima de location vers l'extérieur sont inchangés : 13€/heure pour les gymnases et 10€ pour le plein air.

Le Snep-Fsu35 sollicite régulièrement les élu.es du Conseil Départemental pour faire évoluer cette dotation vers plus de justice et de cohérence. Nous avons besoin de votre appui et relai, afin d'aboutir à de meilleures conditions pour l'enseignement de l'EPS et du sport scolaire (transport, nombre de créneaux, natation...)

	1 ^{er} dispositif : Aide sectorielle à l'investissement	2 ^{ème} dispositif : Pas d'aide sectorielle à l'investissement
Gymnase par heure	8,00 €	11,50 €
Piscine par ¼ d'heure	30,00 €	35,00 €
Plein air par heure	2,50 €	8,20 €

IMPORTANT : la dotation « utilisation des équipements sportifs » n'inclut pas les crédits pour le matériel pédagogique (petit et gros) mais uniquement ceux pour l'accès aux installations sportives (transport et location). Il est important de rappeler que cette dotation est facultative pour le privé. **Le fait de réduire les dotations aux collèges publics (-450 772€ de fonctionnement en 2025, -20% de la DOCS, non-remplacement des agents...) sans toucher plus fortement à celles du privé relève d'un choix politique que la FSU35 dénonce.**

✚ Pour le matériel Eps, c'est bien sur la **dotation élève générale** qu'il faut puiser.

✚ La **DOCS** est aussi utilisable pour faire découvrir des activités artistiques, sportives aux élèves.

✚ Les **lignes budgétaires par disciplines, notamment pour les sciences, la technologie, les arts, l'EPS, etc...** permettent d'avoir de la clarté et de la transparence pour anticiper le renouvellement du matériel d'usage. Il faut donc demander à ce qu'elles apparaissent explicitement, afin d'éviter toute dérive clientéliste et/ou opaque. De surcroît, depuis 2012, les transferts de budget en cours d'exercice au sein d'un même service (ici, le service AP) se font sans la moindre difficulté, donc il n'y a aucune raison de refuser de les faire apparaître. **En cas de difficultés, n'hésitez pas à nous contacter. Et surtout, servez-vous des outils à disposition : cf partie AGIR (kit Budget, courrier du S1)**

6) Budget global aux collèges, voté par l'assemblée départementale :

ANNEE 2026	Collèges publics	Collèges privés	CUMUL 2026	Rappel dotations 2025	ECART 2026/2025
Effectifs collégiens constat provisoire septembre 2025	32 119	24 319	56 438	56 987	-549
Coût fonctionnement moyen d'un élève externe	235,36 €				
Budget courant : dotations de fonctionnement À répartir entre les collèges au titre des budgets courants	9 440 478 €	5 723 720 €	15 164 198 €	16 688 761 €	-1 524 563 €
Dont crédits conservés pour le gaz, l'électricité et le bois par le Département	4 200 001 €		4 200 001 €	5 394 600 €	-1 194 599 €
Dont crédits conservés pour les vêtements des agents techniques par le Département	130 000 €		130 000 €	130 000 €	0 €
Soit une enveloppe attribuée aux collèges au titre du budget courant - dotations de fonctionnement	5 110 477 €	5 723 720 €	10 834 197 €	11 164 161 €	-329 964 €
Dotation d'ouverture culturelle et sportive	315 104 €	186 773 €	501 877 €	502 041 €	-164 €
Dotation du "savoir nager"	334 602 €	234 061 €	568 663 €		
Dotation utilisation gymnases et équipements extérieurs	993 381 €	416 268 €	1 409 649 €	1 985 529 €	-7 217 €
ULIS	26 600 €	14 000 €	40 600 €	39 200 €	1 400 €
Dotation Internat	27 700 €	7 500 €	35 200 €	48 900 €	-13 700 €
Budget courant - Autres dotations de fonctionnement	1 697 387 €	858 602 €	2 555 989 €	2 575 670 €	-19 681 €
Réfaction				450 772 €	
Crédits effectivement versés aux collèges - dotation de fonctionnement	6 807 864 €	6 582 322 €	13 390 186 €	13 289 059 €	101 127 €
Soit des crédits consacrés aux collèges (avec les marchés de viabilisation et les vêtements ATT)	11 137 865 €	6 582 322 €	17 720 187 €	19 264 431 €	-1 544 244 €
Fonds d'aide exceptionnelle	200 000 €		200 000 €	200 000 €	0 €
Dotation au collège de Châteaubourg pour l'occupation du centre des Arts de Châteaubourg	8 000 €		8 000 €	6 000 €	2 000 €
TOTAL des dépenses de fonctionnement dédiées aux collèges	11 345 865 €	6 582 322 €	17 928 187 €	19 470 431 €	-1 542 244 €
Dotation d'investissement maintenance des extérieurs	212 384 €		212 384 €	212 386 €	-2 €

7) Evolution financière et Fonds de roulement des collèges publics (au 31/12/2024) :

Annexe 1-a - Evolution financière 2023-2024 - Collèges publics

		Résultat global		Trésorerie				Fonds de roulement brut				Fonds de roulement mobilisable (FDRM)							
		2023	2024	2023	2024		2023		2024		2023				2024				
Nom du collège	VILLE	résultat	résultat	Montant	nbre de jours (sans AED et sans bourses)	Montant	nbre de jours (sans AED et sans bourses)	Montant	Nbre jours	Montant	Nbre jours	Montant	Montant charges annuelles	montant charges/jour 2023*	nbre de jours (sans AED et sans bourses)	Montant	Montant charges annuelles	montant charges/jour 2024*	nbre de jours (sans AED et sans bourses)
Le Chêne Vert	BAIN DE B.	-9 680 €	12 334 €	132 763 €	93	201 006 €	172	103 341 €	53	117 047 €	70	91 391 €	515 244 €	1 431 €	84	107 227 €	419 968 €	1 167 €	92
François Truffaut	BETTON	-4 015 €	7 715 €	109 186 €	84	126 342 €	76	89 553 €	45	93 984 €	42	88 087 €	468 777 €	1 302 €	68	90 332 €	601 206 €	1 670 €	54
Françoise Elie	BREAL S/MONTFORT	-15 567 €	7 181 €	128 147 €	101	133 814 €	92	82 484 €	49	89 665 €	49	74 392 €	458 279 €	1 273 €	58	82 561 €	525 202 €	1 459 €	57
Pierre Brossolette	BRUZ	-4 057 €	13 985 €	185 886 €	114	203 139 €	137	180 404 €	70	198 285 €	87	175 673 €	586 151 €	1 628 €	108	191 544 €	532 062 €	1 478 €	130
René Cassin	CANCALE	24 648 €	-15 672 €	185 307 €	211	203 731 €	198	171 366 €	127	156 988 €	116	166 085 €	316 085 €	878 €	189	151 093 €	369 627 €	1 027 €	147
Bourgochevreuil	CESSON SEVIGNE	-34 074 €	25 786 €	71 657 €	41	128 573 €	100	46 972 €	21	75 801 €	44	42 683 €	627 560 €	1 743 €	24	72 485 €	464 602 €	1 291 €	56
De Fontenay	CHARTRES DE B.	2 346 €	18 021 €	221 923 €	180	239 496 €	184	157 997 €	79	177 395 €	90	154 094 €	444 988 €	1 236 €	125	171 734 €	469 021 €	1 303 €	132
Pierre Olivier Malherbe	CHATEAUBOURG	-40 498 €		29 729 €	17			29 518 €	12			22 352 €	618 987 €	1 719 €	13				
Victor Ségalen	CHATEAUGIRON	-4 750 €	15 425 €	182 408 €	150	307 092 €	263	125 754 €	88	151 436 €	85	118 238 €	437 589 €	1 216 €	97	142 173 €	419 985 €	1 167 €	122
F.R. de Chateaubriand	COMBOURG	11 454 €	-144 €	52 815 €	56	543 103 €	280	75 477 €	50	75 743 €	30	75 477 €	342 120 €	950 €	79	75 743 €	697 827 €	1 938 €	39
Simone Veil	CREVIN	-10 371 €	20 678 €	116 301 €	102	151 672 €	139	90 841 €	53	112 903 €	70	87 483 €	412 394 €	1 146 €	76	109 830 €	392 832 €	1 091 €	101
Le Bocage	DINARD	-6 729 €	26 997 €	138 333 €	100	165 607 €	124	158 081 €	80	186 270 €	108	151 723 €	498 408 €	1 384 €	110	179 912 €	479 855 €	1 333 €	135
Paul Féval	DOL DE B.	2 320 €	192 €	170 277 €	125	184 293 €	139	183 694 €	87	174 251 €	82	178 002 €	460 595 €	1 363 €	131	169 477 €	476 198 €	1 323 €	128
Mahatma Gandhi	FOUGERES	-35 084 €	76 182 €	114 732 €	102	123 359 €	121	24 095 €	15	105 026 €	73	17 261 €	405 661 €	1 127 €	15	100 253 €	368 263 €	1 023 €	98
Thérèse Pierre	FOUGERES	-47 997 €	16 120 €	140 626 €	99	258 828 €	234	89 599 €	43	106 084 €	85	83 358 €	510 222 €	1 417 €	59	99 843 €	398 360 €	1 107 €	90
Noël du Fail	GUICHEN	-9 816 €	-17 372 €	201 703 €	129	205 542 €	142	168 920 €	80	153 336 €	76	162 768 €	561 453 €	1 560 €	104	149 192 €	521 080 €	1 447 €	103
Gaël Taburet	GUIPRY/MESSAC	14 368 €	4 925 €	148 583 €	159	124 639 €	97	96 242 €	79	101 454 €	61	89 649 €	337 233 €	837 €	96	92 496 €	460 681 €	1 280 €	72
Jean Monnet	JANZE	25 252 €	48 133 €	167 788 €	102	168 926 €	117	125 384 €	56	174 462 €	83	125 384 €	591 033 €	1 642 €	76	170 134 €	518 270 €	1 440 €	118
Marie Curie	LAILLE	-10 884 €	4 891 €	85 904 €	92	73 717 €	78	57 848 €	42	52 254 €	42	52 254 €	335 036 €	931 €	56	56 171 €	342 378 €	951 €	59
Des Fontaines	LA GUERCHÉ DE B.	-106 €	33 310 €	79 374 €	163	137 921 €	213	48 252 €	59	82 574 €	92	42 538 €	175 702 €	488 €	87	77 353 €	233 078 €	647 €	119
Germaine Tillion	LA MEZIERE	-23 142 €	3 759 €	154 163 €	124	146 197 €	135	81 626 €	42	92 171 €	52	71 912 €	448 833 €	1 241 €	58	85 021 €	388 948 €	1 080 €	79
Georges Brassens	LE RHEU	-14 303 €	27 130 €	94 173 €	51	257 270 €	153	174 037 €	65	206 515 €	88	172 408 €	659 858 €	1 833 €	94	193 165 €	606 900 €	1 686 €	115
Martin Luther King	LIFRE	-25 744 €	27 466 €	129 511 €	95	216 513 €	142	102 673 €	48	138 663 €	63	97 198 €	493 231 €	1 370 €	71	133 188 €	550 140 €	1 528 €	87
Angèle Vannier	MAEN-ROCH	-9 948 €	877 €	38 150 €	52	66 200 €	105	42 848 €	45	45 245 €	48	36 344 €	266 481 €	740 €	49	41 646 €	227 013 €	631 €	66
Mathurin Méheut	MELESSE	5 446 €	12 009 €	197 888 €	178	181 732 €	143	127 677 €	83	144 378 €	80	123 435 €	369 129 €	1 109 €	111	138 369 €	457 827 €	1 271 €	109
Evariste Galois	MONTAUBAN DE B.	-29 408 €	12 565 €	132 079 €	90	139 957 €	105	73 515 €	38	87 677 €	53	71 187 €	529 118 €	1 470 €	48	84 646 €	478 872 €	1 330 €	64
Louis Guilloux	MONTFORT S/MEU	26 559 €	26 014 €	169 551 €	96	206 595 €	126	137 291 €	53	162 057 €	65	129 799 €	638 391 €	1 773 €	73	152 514 €	588 463 €	1 635 €	93
Morvan Lebesque	MORDELLES	-4 388 €	9 521 €	182 134 €	157	154 400 €	143	135 636 €	77	150 545 €	97	132 377 €	417 962 €	1 161 €	114	146 508 €	387 356 €	1 076 €	136
Jacques Brel	NOYAL S/VILAINE	18 307 €	13 460 €	163 075 €	140	176 939 €	164	149 740 €	82	161 316 €	96	144 215 €	420 472 €	1 168 €	123	152 951 €	389 535 €	1 082 €	141
Andrée Récipon	ORGERES	3 662 €	-17 989 €	182 766 €	192	196 846 €	175	160 230 €	119	142 904 €	96	152 507 €	343 339 €	954 €	160	134 780 €	405 056 €	1 125 €	120
Françoise Dolto	PACE	-34 751 €	18 475 €	149 243 €	93	171 746 €	111	138 470 €	59	157 828 €	72	136 053 €	579 822 €	1 611 €	84	154 821 €	555 827 €	1 544 €	100
François Brune	PLEINE FOUGERES	-31 450 €	-24 274 €	32 227 €	48	39 833 €	60	18 368 €	18	-2 368 €	-2	11 973 €	243 023 €	675 €	18	-8 325 €	238 535 €	663 €	-13
Beaumont	REDON	-5 600 €	-4 739 €	261 497 €	172	245 720 €	210	48 407 €	28	44 949 €	28	48 407 €	548 531 €	1 524 €	32	44 949 €	420 298 €	1 167 €	39
Bellevue	REDON	-13 843 €	-16 814 €	142 434 €	126	175 655 €	175	154 751 €	91	137 048 €	95	148 348 €	405 960 €	1 128 €	132	128 704 €	361 933 €	1 005 €	128
Anne de Bretagne	RENNES	-20 807 €	19 485 €	293 942 €	126	369 974 €	169	174 577 €	53	198 402 €	78	157 119 €	838 444 €	2 329 €	67	180 575 €	790 041 €	2 195 €	82
Cleunay	RENNES	11 481 €	10 452 €	94 015 €	139	100 794 €	167	47 241 €	34	54 871 €	51	43 478 €	243 550 €	677 €	64	42 406 €	217 800 €	604 €	70
Clotilde Vautier	RENNES	35 393 €	-2 282 €	262 585 €	277	226 599 €	191	161 647 €	86	155 846 €	77	147 358 €	341 298 €	948 €	155	139 636 €	426 684 €	1 185 €	118
Echance	RENNES	-8 493 €	8 810 €	77 012 €	66	105 517 €	126	73 565 €	44	86 031 €	69	70 753 €	418 573 €	1 163 €	61	83 741 €	300 902 €	836 €	100
Emile Zola	RENNES	-38 609 €	-5 290 €	55 396 €	44	203 576 €	181	26 154 €	14	23 016 €	14	26 154 €	455 261 €	1 265 €	21	17 394 €	404 611 €	1 124 €	15
La Binquenais	RENNES	52 168 €	4 084 €	129 098 €	113	222 743 €	185	125 908 €	52	130 994 €	58	122 070 €	412 172 €	1 145 €	107	125 801 €	432 875 €	1 202 €	105
Les Chalais	RENNES	18 878 €	8 683 €	284 846 €	271	307 214 €	366	111 005 €	57	102 589 €	66	108 047 €	377 714 €	1 049 €	103	99 053 €	302 424 €	840 €	118
Les Gayeulles	RENNES	103 217 €	31 208 €	227 055 €	261	254 478 €	221	161 905 €	96	191 456 €	110	161 905 €	313 450 €	871 €	186	191 456 €	415 008 €	1 153 €	166
Les Hauts Oumes	RENNES	27 739 €	31 400 €	303 867 €	192	269 498 €	168	123 850 €	52	155 886 €	53	116 384 €	569 078 €	1 581 €	74	147 802 €	577 051 €	1 603 €	92
Les Ormeaux	RENNES	-5 416 €	-45 465 €	149 459 €	155	150 902 €	146	128 580 €	93	82 705 €	56	123 059 €	348 119 €	967 €	127	82 705 €	371 082 €	1 031 €	80
Rosa Parks	RENNES	6 262 €	-28 344 €	183 868 €	212	200 042 €	212	63 148 €	39	35 042 €	19	60 085 €	311 506 €	865 €	69	32 649 €	339 701 €	944 €	35
Le Landry	RENNES	-25 581 €	21 758 €	132 279 €	121	144 218 €	146	105 778 €	61	136 249 €	85	100 091 €	382 688 €	1 091 €	92	129 684 €	356 290 €		

8) Dotation spécifique aux collèges publics pour la location des équipements sportifs, 2026:

ANNEXE 7 - Dotation "Savoir Nager" et "utilisation des gymnases et équipements extérieurs" - Collèges publics - BUDGET 2026

Villes collèges	Nom collèges	Dispositif retenu			Nombre de divisions rentrée		Nombre d'heures hebdomadaires			Savoir nager (Utilisation piscine)			Gymnase			Equipements extérieurs		gymnases et équipements extérieurs Montant annuel (semaines)	2026 Total annuel arrondi	
		Choix de la Commune- ou EPCI	Répartition		(y compris segpa)		4	3	Total	7%	30,00 € 35,00 €	montant annuel	55%	6,00 € 11,50 €	Déduction gym Intégrée	Montant par semaine	38%			2,50 € 8,20 €
			dispositif n°1	dispositif n°2	6ème	5, 4 et 3ème														
BAIN DE BRETAGNE	Le Chêne Vert	1			7	19	28	57	85	5,95	178,50 €	6 248	46,75	280,50 €	0%	280,50 €	32,30	80,75 €	12 644	18 892
BETTON	François Truffaut	1			6	17	24	51	75	5,25	157,50 €	5 513	41,25	247,50 €	0%	247,50 €	28,50	71,25 €	11 156	16 669
BREAL-SOUS-MONTFORT	Françoise Eke	2			6	17	24	51	75	5,25	183,75 €	6 431	41,25	474,38 €	0%	474,38 €	28,50	233,70 €	24 783	31 214
BRUZ	Pierre Brosoliette	2			8	20	32	60	92	6,44	225,40 €	7 889	50,60	581,90 €	50%	290,95 €	34,96	286,67 €	20 217	28 106
CANCALE	René Cassin	1			4	12	16	36	52	3,64	109,20 €	3 822	28,60	171,60 €	0%	171,60 €	19,76	49,40 €	7 735	11 557
CESSON SEVIGNE	Bourchevreuil	2			6	19	24	57	81	5,67	198,45 €	6 946	44,55	512,33 €	0%	512,33 €	30,78	252,40 €	26 765	33 711
CHARTRES DE BRETAGNE	De Fontenay	2			5	17	20	51	71	4,97	173,95 €	6 088	39,05	449,08 €	0%	449,08 €	26,98	221,24 €	23 461	29 549
CHATEAUBOURG	Pierre Olivier Malherbe	1			6	19	24	57	81	5,67	170,10 €	5 954	44,55	267,30 €	0%	267,30 €	30,78	76,95 €	12 049	18 003
CHATEAUGIRON	Victor Ségalen	1 et 2	98%	2%	5	16	20	48	68	4,76	143,28 €	5 015	37,40	228,51 €	0%	228,51 €	25,84	67,55 €	10 362	15 377
COMBOURG	François-René de Chate	1			6	17	24	51	75	5,25	157,50 €	5 513	41,25	247,50 €	50%	123,75 €	28,50	71,25 €	6 825	12 338
CREVIN	Simone Veil	1			5	15	20	45	65	4,55	136,50 €	4 778	35,75	214,50 €	0%	214,50 €	24,70	61,75 €	9 669	14 447
DINARD	Le Bocage	1			5	15	20	45	65	4,55	136,50 €	4 778	35,75	214,50 €	0%	214,50 €	24,70	61,75 €	9 669	14 447
DOL DE BRETAGNE	Paul Féval	2			7	21	28	63	91	6,37	222,95 €	7 803	50,05	575,58 €	0%	575,58 €	34,58	283,56 €	30 070	37 873
FOUGERES	Mahatma Gandhi	2			5	16	20	48	68	4,76	166,60 €	5 831	37,40	430,10 €	0%	430,10 €	25,84	211,89 €	22 470	28 301
FOUGERES	Thérèse Pierre	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
GUICHEN	Noël du Fall	1 et 2	60%	40%	6	18	24	54	78	5,46	174,72 €	6 115	42,90	351,78 €	0%	351,78 €	29,64	141,68 €	17 271	23 386
GUIPPRY-MESSAC	Gaël Taburet	1			5	14	20	42	62	4,34	130,20 €	4 657	34,10	204,60 €	0%	204,60 €	23,56	58,90 €	9 223	13 780
JANZE	Jean Monnet	1			6	18	24	54	78	5,46	163,80 €	5 739	42,90	257,40 €	0%	257,40 €	29,64	74,10 €	11 603	17 336
LA GUERCHÉ DE BRETAGNE	Des Fontaines	1			2	8	8	24	32	2,24	67,20 €	2 352	17,60	105,60 €	100%	- €	12,16	30,40 €	1 064	3 416
LA MEZIERE	Germaine Tillion	1			6	16	24	48	72	5,04	151,20 €	5 292	39,60	237,60 €	0%	237,60 €	27,36	68,40 €	10 710	16 002
LAILLE	Marie Curie	2			4	13	16	39	55	3,85	134,75 €	4 716	30,25	347,88 €	0%	347,88 €	20,90	171,38 €	18 174	22 890
LE RHU	Georges Brassens	2			6	19	24	57	81	5,67	198,45 €	6 946	44,55	512,33 €	0%	512,33 €	30,78	252,40 €	26 765	33 711
LIFFRE	Martin Luther King	1			8	21	32	63	95	6,65	199,50 €	6 983	52,25	313,50 €	0%	313,50 €	36,10	90,25 €	14 131	21 114
MAEN-ROCH	Angèle Vannier	1			2	9	8	27	35	2,45	73,50 €	2 573	19,25	115,50 €	0%	115,50 €	13,30	33,25 €	5 206	7 779
MELESSE	Mathurin Méheut	1			6	18	24	54	78	5,46	163,80 €	5 739	42,90	257,40 €	0%	257,40 €	29,64	74,10 €	11 603	17 336
MONTAUBAN DE BRETAGNE	Evastie Galois	1			6	18	24	54	78	5,46	163,80 €	5 739	42,90	257,40 €	0%	257,40 €	29,64	74,10 €	11 603	17 336
MONTFORT SUR MEU	Louis Guilloux	1			8	25	32	75	107	7,49	224,70 €	7 865	58,85	353,10 €	0%	353,10 €	40,66	101,65 €	15 916	23 781
MORDELLES	Morvan Lebesque	1			6	15	24	45	69	4,83	144,90 €	5 072	37,95	227,70 €	0%	227,70 €	26,22	65,55 €	10 264	15 336
NOYAL SUR VILAINE	Jacques Breil	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
ORGERES	Andrée Récipon	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
PACE	Françoise Dolto	2			6	21	24	63	87	6,09	213,15 €	7 460	47,85	550,28 €	0%	550,28 €	33,06	271,09 €	28 748	36 208
PLEINE FOUGERES	François Brune	1			2	8	8	24	32	2,24	67,20 €	2 352	17,60	105,60 €	0%	105,60 €	12,16	30,40 €	4 760	7 112
REDON	Beaumont	1			4	12	16	36	52	3,64	109,20 €	3 822	28,60	171,60 €	65%	60,06 €	19,76	49,40 €	7 653	11 531
REDON	Anne-Marie Boudalez	1			5	13	20	39	59	4,13	123,90 €	4 337	32,45	194,70 €	75%	48,68 €	22,42	56,05 €	3 665	8 002
RENNES	Anne de Bretagne	2			8	21	32	63	95	6,65	232,75 €	8 146	52,25	600,88 €	75%	150,22 €	36,10	296,02 €	15 618	23 764
RENNES	La Binquenaie	2			8	21	32	63	95	6,65	232,75 €	8 146	52,25	600,88 €	0%	600,88 €	36,10	296,02 €	31 391	39 537
RENNES	Les Chalais	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
RENNES	Cleunay	2			4	12	16	36	52	3,64	127,40 €	4 459	29,60	328,90 €	0%	328,90 €	19,76	162,03 €	17 183	21 642
RENNES	Clotilde Vautier	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
RENNES	Echange	2			4	14	16	42	58	4,06	142,10 €	4 974	31,90	366,85 €	0%	366,85 €	22,04	180,73 €	19 165	24 139
RENNES	Les Gayeulles	2			7	18	28	54	82	5,74	200,90 €	7 032	45,10	518,65 €	0%	518,65 €	31,16	255,51 €	27 096	34 128
RENNES	Les Hautes Ourmes	2			8	22	32	66	98	6,86	240,10 €	8 404	53,90	619,85 €	0%	619,85 €	37,24	305,37 €	32 383	40 787
RENNES	Le Landry	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
RENNES	Les Ormeaux	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	37%	259,01 €	24,70	202,54 €	16 154	21 728
RENNES	Rosa Parks	2			5	18	20	54	74	5,18	181,30 €	6 346	40,70	468,05 €	0%	468,05 €	28,12	230,58 €	24 452	30 796
RENNES	Emilie Zola	2			5	15	20	45	65	4,55	159,25 €	5 574	35,75	411,13 €	0%	411,13 €	24,70	202,54 €	21 478	27 052
RETIERS	La Roche aux Fées	2			4	13	16	39	55	3,85	134,75 €	4 716	30,25	347,88 €	0%	347,88 €	20,90	171,38 €	18 174	22 890
ROMILLE	Jacques Prévert	1			6	15	24	45	69	4,83	144,90 €	5 072	37,95	227,70 €	0%	227,70 €	26,22	65,55 €	10 264	15 336
ST AUBIN D'AUBIGNE	Amand Brionne	1			6	19	24	57	81	5,67	170,10 €	5 954	44,55	267,30 €	0%	267,30 €	30,78	76,95 €	12 049	18 003
ST AUBIN DU CORMIER	Pierre de Dreux	1			5	15	20	45	65	4,55	136,50 €	4 778	35,75	214,50 €	0%	214,50 €	24,70	61,75 €	9 669	14 447
ST GEORGES DE REINTEBAULT	De Roquebrieu	2			2	6	8	18	26	1,82	63,70 €	2 230	14,30	164,45 €	0%	164,45 €	9,88	81,02 €	8 591	10 821
ST JACQUES DE LA LANDE	Jean Moulin	1			5	12	20	36	56	3,92	117,60 €	4 116	30,80	184,80 €	0%	184,80 €	21,28	53,20 €	8 330	12 446
ST MALO	Jean Charcot	2			4	11	16	33	49	3,43	120,05 €	4 202	26,95	309,93 €	0%	309,93 €	18,62	152,68 €	16 191	20 393
ST MALO	Chateaubriand	2			3	9	12	27	39	2,73	95,55 €	3 344	21,45	246,68 €	0%	246,68 €	14,82	121,52 €	12 887	16 231
ST MALO	Duguay Trouin	2			6	18	24	54	78	5,46	191,10 €	6 689	42,90	493,35 €	0%	493,35 €	29,64	243,05 €	25 774	32 463
ST MEEN LE GRAND	Camille Guérin	1			3	10	12	30	42	2,94	88,20 €	3 087	23,10	138,60 €	0%	138,60 €	15,96	39,90 €	6 248	9 335
TINTENIAC	Théophile Briant	2			4	15	16	45	61	4,27	149,45 €	5 231	33,55	385,83 €	0%	385,83 €	23,18	190,08 €	20 157	

9) Dotation globale des collèges publics 2026:

ANNEXE 5 - Dotations budgétaires pour les collèges publics pour 2026 - Base effectifs provisoires DSDEN 12 septembre 2025

		Budget courant					Dotations complémentaires									
	COLLEGE PUBLICS	Forfait fixe	Dotation viabilisation à verser	Dotation entretien à verser	Dotation structure liée aux effectifs	Total Budget courant à verser	Savoir nager	Dotation utilisation des gymnases et équipements extérieurs	Dotation Ouverture Culturelle et Sportive	ULIS	Internet	Total des Dotations complémentaires	Budget global versé	Budget global attribué	surface cadastrale en m²	Maintenance des extérieurs
BAIN DE BRETAGNE	Le Chêne Vert	20 000	9 591	38 660	27 053	95 304	6 248	12 644	4 037	700		23 629	118 933	216 669	14 611	3 284
BETTON	François Truffaut	20 000	4 778	22 332	15 946	63 056	5 513	11 156	4 084			20 753	83 809	146 302	22 356	5 025
BREAL-SOUS-MONTFO	Françoise Elie	20 000	5 846	29 947	16 425	72 218	6 431	24 783	4 226			35 440	107 658	177 287	16 445	3 697
BRUZ	Pierre Brossollette	20 000	11 255	43 639	27 825	102 719	7 889	20 217	7 135			35 241	137 960	248 414	30 720	6 906
CANCALE	René Cassin	20 000	4 076	18 287	10 417	52 780	3 822	7 735	3 402			14 959	67 739	147 018	11 440	2 572
CESSON SEVIGNE	Bourgeoisvireuil	20 000	6 414	41 210	17 543	85 167	6 946	26 765	4 557	700		38 968	124 135	221 909	24 065	5 410
CHARTRES DE BRETAG	de Fontenay	20 000	4 786	34 472	15 512	74 770	6 088	23 816	6 491			36 040	110 810	195 537	19 632	4 411
CHATEAUBOURG	P.O. Malherbe	20 000	5 386	28 572	17 954	71 912	5 954	12 049	4 678			22 681	94 593	183 359	30 439	6 842
CHATEAUGIRON	Victor Ségalen	20 000	4 421	24 457	15 580	64 458	5 015	10 362	3 976			19 353	83 811	167 174	18 000	4 046
COMBOURG	F.R. de Chateaubriand	20 000	0	29 785	15 672	65 457	5 513	6 825	5 337	700		18 375	83 832			
CREVIN	Simone Veil	20 000	5 931	23 652	13 709	63 292	4 778	9 669	4 563	700		19 710	83 002	165 115	13 579	3 052
DINARD	Le Bocage	20 000	5 297	30 667	14 645	70 609	4 778	9 669	3 699			18 146	88 755	155 860	16 596	3 731
DOL DE BRETAGNE	Paul Féval	20 000	7 441	42 199	23 944	93 584	7 803	30 070	4 950	700		43 523	137 107	237 625	30 184	6 785
FOUGERES	Mahatma Gandhi	20 000	6 895	33 314	21 956	82 165	5 831	22 470	5 313	700		34 314	116 479	196 255	15 937	3 582
FOUGERES	Thérèse Pierre	20 000	4 587	35 947	13 732	74 266	5 574	21 478	5 859	700		33 611	107 877	180 285	27 970	6 287
GUICHEN	Noël du Fail	20 000	6 805	43 799	16 950	87 554	6 115	17 271	5 841	700		29 927	117 481	214 104	17 357	3 902
GUIPRY-MESSAC	Gaël Taburet	20 000	5 876	32 132	12 754	70 762	4 557	9 223	4 221		4 500	22 501	93 263	171 729	18 486	4 155
JANZE	Jean Monnet	20 000	56 743	39 521	24 656	140 920	5 733	11 603	3 571			20 907	161 827	198 497	11 110	2 497
LA GUERCHÉ DE BRET	Les Fontaines	20 000	35 175	27 615	6 447	89 237	2 352	1 064	3 051	700		7 167	96 404	129 855	14 722	3 309
LA MEZIERE	G Tillon	20 000	7 572	25 472	15 672	68 716	5 292	10 710	5 337	700		22 039	90 755	193 995	15 796	3 551
LAILLE	Marie Curie	20 000	4 167	30 004	12 291	66 462	4 716	18 174	4 059			26 949	93 411	154 223	15 379	3 457
LE RHEU	Georges Brassens	20 000	6 412	43 704	17 611	87 727	6 946	26 765	7 427	700		41 838	129 565	235 676	9 378	2 108
LIFFRE	Martin Luther King	20 000	47 270	28 951	20 783	117 004	6 983	14 131	5 515			26 629	143 633	203 255	30 894	6 945
MAEN ROCH	Angèle Vannier	20 000	3 869	15 980	7 876	47 725	2 573	5 206	3 767	700		12 246	59 971	105 462	9 492	2 134
MELESSE	Mathurin Méheut	20 000	3 436	25 942	17 383	66 761	5 733	11 603	6 012			23 348	90 109	152 677	18 456	4 149
MONTAUBAN DE BRE	E. Gallois	20 000	6 390	19 136	16 927	62 453	5 733	11 603	5 832	700		23 868	86 321	167 549	20 045	4 506
MONTFORT SUR MEU	Louis Guilloux	20 000	8 475	41 664	30 814	100 953	7 865	15 916	5 319	700		29 800	130 753	242 028	17 621	3 961
MORDELLES	Morvan Lebesque	20 000	6 360	26 162	14 987	67 509	5 072	10 264	3 801	700		19 837	87 346	182 684	16 045	3 607
NOYAL SUR VILAINE	Jacques Brel	20 000	4 828	27 477	14 554	66 859	5 574	21 478	3 672	700		31 424	98 283	172 850	11 576	2 602
ORGERES	André Récipon	20 000	7 889	30 483	14 029	72 401	5 574	21 478	3 517			30 569	102 970	185 787	16 499	3 709
PACE	Françoise Dolto	20 000	6 357	31 611	19 163	77 131	7 460	28 748	5 036	700		41 944	119 075	201 705	17 077	3 839
PLEINE FOUGERES	François Brune	20 000	17 985	19 135	6 447	63 567	2 352	4 760	4 071	700		11 883	75 450	108 770	9 089	2 043
REDON	Beaumont	20 000	0	35 315	11 650	66 965	3 822	3 831	4 631	700		12 984	79 949	79 949		
REDON	Anne-Marie Boudaliez	20 000	5 982	50 406	16 217	92 605	4 337	3 665	5 013			13 015	105 620	210 320	14 277	3 209
RENNES	Anne de Bretagne	20 000	118 172	57 393	20 966	216 531	8 146	15 618	5 569	700	7 600	37 633	254 164	453 303	15 647	3 517
RENNES	La Biquinais	20 000	66 821	43 042	22 644	152 507	8 146	31 391	9 930			49 467	201 974	250 484	20 017	4 500
RENNES	Les Chalais	20 000	8 054	42 669	12 368	83 091	5 574	21 478	7 250			34 302	117 393	224 550	20 820	4 680
RENNES	Cleunay	20 000	6 406	29 314	10 623	66 343	4 459	17 183	5 411	700		27 753	94 096	156 655	14 581	3 278
RENNES	Clotilde Vautier	20 000	44 436	33 809	17 073	115 318	5 574	21 478	6 499	700		34 251	149 569	189 763	17 460	3 925
RENNES	CLG Echange	20 000	5 799	25 159	13 267	64 225	4 974	19 165	5 536	700		30 375	94 600	152 021	9 074	2 040
RENNES	Les Gayeulles	20 000	50 081	31 591	17 223	118 895	7 032	27 096	9 112	700		43 940	162 835	195 369	24 714	5 555
RENNES	CLG Hts Ourmes	20 000	66 182	46 552	22 393	155 127	8 404	32 383	10 501			51 288	206 415	260 805	21 764	4 892
RENNES	Le Landry	20 000	5 100	28 793	14 599	68 492	5 574	21 478	5 831	1 400		34 283	102 775	173 668	10 800	2 428
RENNES	Les Ormeaux	20 000	5 255	24 069	14 188	63 512	5 574	16 154	3 564	700		25 992	89 504	145 634	13 283	2 986
RENNES	Rosa parks	20 000	39 847	24 652	17 257	101 756	6 346	24 452	8 235	700		39 733	141 489	177 932	12 090	2 718
RENNES	Emile Zola	20 000	0	52 610	14 622	87 232	5 574	21 478	7 278	700		35 030	122 262	122 262		
RETIERS	La Roche aux Fées	20 000	46 942	23 079	12 394	102 415	4 716	18 174	4 095			26 985	129 400	162 839	13 019	2 927
ROMILLE	Jacques Prévert	20 000	3 910	23 427	14 896	62 233	5 072	10 264	5 031			20 367	82 600	170 041	10 401	2 338
ST AUBIN D'AUBIGNE	Amand Brionne	20 000	9 851	36 236	21 499	87 586	5 954	12 049	5 454	700		24 157	111 743	194 356	13 809	3 104
ST AUBIN DU CORMIE	Pierre de Dreux	20 000	29 356	21 749	14 280	85 385	4 778	9 669	4 788			19 235	104 620	134 480	10 628	2 389
ST GEORGES DE REINT	de Roquebleue	20 000	23 835	18 121	4 193	66 149	2 230	8 591	2 690			13 511	79 660	100 615	4 559	1 025
ST JACQUES DE LA LA	Jean Moulin	20 000	4 813	22 942	12 112	59 867	4 116	8 330	5 607	700		18 753	78 620	143 988	6 185	1 390
ST MALO	Jean Charcot	20 000	7 898	35 383	10 469	73 750	4 202	16 191	4 590	700		25 683	99 433	165 317	8 744	1 966
ST MALO	Chateaubriand	20 000	5 114	27 157	8 877	61 148	3 344	12 887	3 602	700		20 533	81 681	145 036	6 296	1 415
ST MALO	Duguay Trouin	20 000	4 917	32 041	25 540	82 498	6 689	25 774	6 013	700		39 176	121 674	189 741	14 823	3 332
ST MEEN LE GRAND	Camille Guérin	20 000	6 709	19 544	8 466	54 719	3 087	6 248	3 918		8 100	21 353	76 072	160 498	15 122	3 399
TINTENIAC	Théophile Briant	20 000	6 135	29 597	13 164	68 896	5 231	20 157	4 365	700		30 453	99 349	169 082	15 758	3 542
TREMBLAY	Pierre Perrin	20 000	55 787	25 014	3 166	103 967	1 911	3 868	1 964		7 500	15 243	119 210	147 022	8 549	1 922
VAL D'ANAST	du Querpon	20 000	5 543	22 054	9 057	56 654	3 087	6 248	2 925	700		12 960	69 614	159 292	13 041	2 931
VERN SUR SEICHE	Théodore Monod	20 000	6 692	26 487	16 105	69 284	6 431	24 783	4 131	700		36 045	105 329	190 355	19 075	4 288
VITRE	Gérard de Nerval	20 000	4 107	33 495	25 693	83 295	6 946	26 765	6 501	700		40 912	124 207	228 677	12 551	2 821
VITRE	Les Rochers Sévigné	20 000	3 234	20 267	11 033	54 534	4 459	17 183	2 714			24 356	78 890	140 324	16 733	3 761
	TOTAL proposition 2026	1 240 000	969 291	1 927 895	973 291	5 110 477	334 602	993 381	315 104	26 600	27 700	1 697 387	6 807 864	11 137 865	944 816	212 384
	Ouverture en septembre 2026															

10) Dotation d'ouverture culturelle et sportive des collèges publics 2026 :

ANNEXE 9 - Dotation d'ouverture culturelle et sportive - collèges publics - exercice 2026

Ville Collège	Nom collège	Type de collège*	Effectif provisoire rentrée 2025/2026 (DSDEN 12 septembre)	Effectifs X montant	% de boursiers	Effectif boursiers 2024-2025	dotation boursiers (15€) si moyenne > à 26,07%	Total dotation ouverture 2026
BAIN DE BRETAGNE	Le Chêne vert	1	598	4 037	23,91%	143	0	4 037,00
BETTON	François Truffaut	1	605	4 084	19,50%	118	0	4 084,00
BREAL SOUS MONTFORT	Françoise Elie	1	626	4 226	11,66%	73	0	4 226,00
BRUZ	Pierre Brossolette	1	657	4 435	27,40%	180	2700	7 135,00
CANCALE	René Cassin	2	378	3 402	21,96%	83	0	3 402,00
CESSON SEVIGNE	Bourgeoisveuil	1	675	4 557	20,15%	136	0	4 557,00
CHARTRES DE BRETAGNE	De Fontenay	1	586	3 956	28,84%	169	2535	6 491,00
CHATEAUBOURG	Pierre Olivier Malherbe	1	693	4 678	9,38%	65	0	4 678,00
CHATEAUGIRON	Victor Ségalen	1	589	3 976	10,87%	64	0	3 976,00
COMBOURG	F.R. de Chateaubriand	2	593	5 337	19,39%	115	0	5 337,00
CREVIN	Simone Veil	2	507	4 563	10,26%	52	0	4 563,00
DINARD	Le Bocage	1	548	3 699	23,72%	130	0	3 699,00
DOL DE BRETAGNE	Paul Féval	2	550	4 950	24,91%	137	0	4 950,00
FOUGERES	Mahatma Gandhi	1	396	2 673	44,44%	176	2640	5 313,00
FOUGERES	Thérèse Pierre	1	508	3 429	31,89%	162	2430	5 859,00
GUICHEN	Noël du Fail	2	649	5 841	13,41%	87	0	5 841,00
GUIPRY MESSAC	Gaël Taburet	2	469	4 221	17,27%	81	0	4 221,00
JANZE	Jean Monnet	1	529	3 571	21,36%	113	0	3 571,00
LA GUERCHÉ DE BRETAGNE	Des Fontaines	3	226	3 051	21,68%	49	0	3 051,00
LA MEZIERE	Germaine Tillion	2	593	5 337	15,35%	91	0	5 337,00
LAILLE	Marie Curie	2	451	4 059	10,86%	49	0	4 059,00
LE RHEU	Georges Brassens	1	678	4 577	28,02%	190	2850	7 427,00
LIFFRE	Martin Luther King	1	817	5 515	13,22%	108	0	5 515,00
MAEN ROCH	Angèle Vannier	3	279	3 767	22,22%	62	0	3 767,00
MELESSE	Mathurin Méheut	2	668	6 012	12,87%	86	0	6 012,00
MONTAUBAN DE BRETAGNE	Évariste Galois	2	648	5 832	17,75%	115	0	5 832,00
MONTFORT SUR MEU	Louis Guilloix	1	788	5 319	18,65%	147	0	5 319,00
MORDELLES	Morvan Lebesque	1	563	3 801	19,54%	110	0	3 801,00
NOYAL SUR VILAINE	Jacques Brel	1	544	3 672	17,83%	97	0	3 672,00
ORGERES	Andrée Réclon	1	521	3 517	17,66%	92	0	3 517,00
PACE	Françoise Dolto	1	746	5 036	22,25%	166	0	5 036,00
PLEINE FOUGERES	François Brune	3	226	3 051	30,09%	68	1020	4 071,00
REDON	Beaumont	1	426	2 876	27,46%	117	1755	4 631,00
REDON	A.M.Boudalliez	1	416	2 808	35,34%	147	2205	5 013,00
RENNES	Anne de B.	1	825	5 569	24,36%	201	0	5 569,00
RENNES	Binquenais	1	640	4 320	58,44%	374	5610	9 930,00
RENNES	Chalais	1	454	3 065	61,45%	279	4185	7 250,00
RENNES	Cleunay	1	386	2 606	48,45%	187	2805	5 411,00
RENNES	Clotilde Vautier	1	425	2 869	56,94%	242	3630	6 499,00
RENNES	Echange	1	489	3 301	30,47%	149	2235	5 536,00
RENNES	Gayeulles	1	661	4 462	46,90%	310	4650	9 112,00
RENNES	Hautes Ourmes	1	629	4 246	66,30%	417	6255	10 501,00
RENNES	Landry	1	546	3 686	26,19%	143	2145	5 831,00
RENNES	Ormeaux	1	528	3 564	25,00%	132	0	3 564,00
RENNES	Rosa Parks	1	460	3 105	74,35%	342	5130	8 235,00
RENNES	Zola	1	547	3 693	43,69%	239	3585	7 278,00
RETIERS	La Roche aux Fées	2	455	4 095	18,46%	84	0	4 095,00
ROMILLE	Jacques Prévert	2	559	5 031	12,88%	72	0	5 031,00
ST AUBIN D'AUBIGNE	Amand Brionne	2	606	5 454	17,16%	104	0	5 454,00
ST AUBIN DU CORMIER	Pierre de Dreux	2	532	4 788	12,22%	65	0	4 788,00
ST GEORGES DE REINTEBAUL	De Roquebleue	3	147	1 985	31,97%	47	705	2 690,00
ST JACQUES DE LA LANDE	Jean Moulin	1	444	2 997	39,19%	174	2610	5 607,00
ST MALO	Charcot	1	380	2 565	35,53%	135	2025	4 590,00
ST MALO	Chateaubriand	1	318	2 147	30,50%	97	1455	3 602,00
ST MALO	Duguay Trouin	1	553	3 733	27,49%	152	2280	6 013,00
ST MEEN LE GRAND	Camille Guérin	2	302	2 718	26,49%	80	1200	3 918,00
TINTENIAC	Théophile Briant	2	485	4 365	19,79%	96	0	4 365,00
VAL COUESNON	Pierre Perrin	3	111	1 499	27,93%	31	465	1 964,00
VAL D'ANAST	Le Querpon	2	325	2 925	24,00%	78	0	2 925,00
VERN SUR SEICHE	Théodore Monod	1	612	4 131	18,30%	112	0	4 131,00
VITRE	G. de Nerval	1	552	3 726	33,51%	185	2775	6 501,00
VITRE	Les Rochers Sévigné	1	402	2 714	17,16%	69	0	2 714,00
TOTAL			32119	243224	26,07%	8374	71 880	315 104,00

AGIR

1) Agir au CA pour exiger officiellement des moyens suffisants :

1) Le vœu au CA pour réorienter les moyens du privé vers l'enseignement public

2) Communiqué de presse de la FSU35 pour réorienter les moyens du privé vers l'enseignement public (Juin 2025) :

Plutôt que de poursuivre le subventionnement facultatif de l'enseignement privé, le Conseil Départemental d'Ille et Vilaine devrait veiller à assurer le bon fonctionnement de l'enseignement public.

Le Conseil Départemental 35 a effectivement dans ses missions l'entretien, la construction et le bon fonctionnement des collèges publics. Cela passe également par la gestion du personnel territorial (accueil, maintenance, entretien et restauration) et le soutien aux actions éducatives¹.

Or l'assèchement par l'Etat des finances des collectivités territoriales, que nous dénonçons par ailleurs, conduit le Conseil Départemental 35 à renoncer ou réduire certains financements destinés aux collèges publics :

- Depuis la rentrée 2024, nous avons vu se mettre en place un délai de carence de 15 jours avant le remplacement d'agents territoriaux en arrêt maladie, engendrant fatigue et tensions pour les agents restants en poste. Cette décision engendre une dégradation significative des conditions de travail des agents et l'impossibilité pour eux d'assurer l'ensemble des tâches pourtant nécessaires.
- Pour le budget 2025, les crédits d'ouverture culturelle et sportive ont été gelés pour tous les collèges, pour un montant total de 394 000€. Pour 18 collèges publics, une ponction de leur subvention de fonctionnement a été effectuée, pour un total de 450 772€.
- D'autres réductions ou suppressions ont été actées en septembre 2024, comme par exemple une subvention d'équipement sportive de 45 000€, que la FSU35 avait obtenue pour faciliter la pratique sportive des collégiens via la course d'orientation dans les espaces verts du département.

La FSU 35 dénonce ces choix politiques car en même temps que ces coupes sont réalisées pour les collèges publics, le **Conseil Départemental 35 continue de financer fortement les collèges privés sur des dotations pourtant non-obligatoires, à hauteur de près d'1,1 million d'euros pour 2025**². Et selon la convention triennale (2023/2024/2025) passée avec la direction diocésaine, « les dotations correspondant à une politique volontariste du département d'Ille et Vilaine » atteignent plusieurs millions en y incluant l'investissement sur le numérique³. Alors que les données récentes révèlent un séparatisme de l'enseignement privé de plus en plus marqué⁴, la FSU 35 questionne les choix opérés par le conseil départemental 35 en septembre 2024.

Les sessions publiques du conseil départemental de ces 26 et 27 juin comportent un point sur « le budget supplémentaire 2025 ». La FSU35, 1^{ère} fédération syndicale dans l'enseignement public, appelle les élu.es à cesser d'attribuer ces dotations facultatives à l'enseignement privé afin de pouvoir assurer, sans restriction le bon fonctionnement et l'investissement dans les collèges publics.

À Rennes le 26 juin 2025



¹ <https://www.ille-et-vilaine.fr/que-fait-le-departement>

² Délibération du Conseil départemental - 26/09/24 - [Dotations de fonctionnement des collèges publics et privés pour 2025](#)

³ [Convention entre le Département d'Ille-et-Vilaine et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique d'Ille et vilaine](#) ⁴ Rapport parlementaire, novembre 2024, [visant à la refondation du modèle de financement public des établissements privés sous contrat afin de garantir la mixité sociale en leur sein.](#)

3) Agir pour plus de clarté et de transparence via des lignes disciplinaires :

Voici quelques déclarations issues (réellement) de certains EPLE pour refuser d'afficher des lignes disciplinaires : nous vous expliquons pourquoi cela ne tient souvent pas la route...

1) « Les lignes par discipline étaient trop rigides et empêchaient les ajustements en cas de besoin. C'est quand-même dommage de ne pas pouvoir transférer d'une discipline à l'autre quand les besoins changent en cours d'année »

→ Là, c'est soit de la belle mauvaise foi, soit de la grande incompétence car depuis la RCBC, les transferts de budget en cours d'exercice au sein d'un même service (ici, le service AP pour Activités Pédagogiques) se font sans la moindre difficulté et sans même nécessiter de vote de DBM (Décision Budgétaire Modificative) au C.A (mais qui devra tout de même être présenté au CA pour information et explication). Voir ci-dessous, extrait de la p 55 du M9.6.

→ **Donc les lignes par disciplines n'enlèvent aucune souplesse mais garantissent par contre la transparence et évitent l'arbitraire.**

2.1.3.5 La modification du budget

Le chef d'établissement peut procéder à tout virement à l'intérieur d'un service. Il en rend compte dès la prochaine réunion du conseil d'administration et lors du compte rendu d'exécution en fin d'exercice (compte financier). Ces modifications font l'objet d'un suivi budgétaire spécifique afin de faciliter le compte rendu. Ces virements internes n'ont pas le statut de décision budgétaire modificative car ils ne modifient pas sur le montant des crédits ouverts par service.

2) « Cela ne colle pas avec l'esprit et les règles de la réforme RCBC qui fonctionne avec des enveloppes globales et plus avec des lignes disciplinaires »



→ Pour l'esprit et les règles de la réforme (et non l'instrumentalisation de celles-ci), le plus sûr est d'aller chercher dans le texte. Il fait 515 pages, se nomme « *Instruction codificatrice M9.6* » et « *présente la réglementation budgétaire, financière et comptable applicable aux établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale (EPL)* ». Voici ce que nous en avons retiré :

→ Les principes budgétaires (p49 à 51 : annualité, unité, universalité, spécialité, équilibre budgétaire) ne font référence à aucune globalisation obligatoire ni à une quelconque impossibilité d'inscrire des lignes budgétaires disciplinaires.

→ Bien au contraire, il est clairement notifié (p53) : « *L'identification des services, des domaines et des activités est alphanumérique. Les domaines et les activités sont laissés à la libre appréciation des EPLE, même si l'État et les collectivités proposent une codification afin d'assurer un contrôle cohérent de la dépense et de la recette dans le cadre des contrôles de gestion* ».

→ **Donc l'esprit et le texte de la RCBC, c'est justement de laisser la liberté aux EPLE, et donc au Conseil d'administration !**

2.1.2.2 Le contenu des services

Chaque ligne de dépenses des services généraux ou spéciaux est divisée en domaines et activités auxquels sont associés, lors de la phase de liquidation, les comptes du plan comptable. A chaque activité est rattaché un code. L'identification des services, des domaines et des activités est alphanumérique.

Les domaines et les activités sont laissés à la libre appréciation des EPLE, même si l'État et les collectivités proposent une codification afin d'assurer un contrôle cohérent de la dépense et de la recette dans le cadre des contrôles de gestion.

3) « Pour pouvoir financer les projets, il est plus adapté de ne faire des lignes que par projet ou par domaine, en lien au socle commun »

Pourquoi chercher des oppositions là où il ya plutôt des prolongements ? Nous y voyons donc bien plus un prétexte qu'un réel argument. Ne plus accepter de lignes budgétaires par discipline au prétexte qu'il existe des projets est aussi ubuesque que de refuser à l'avenir toute répartition d'heures de cours disciplinaires (lors de la ventilation de la DGH)...Rappelons aussi **qu'il existe des projets réglementaires disciplinaires et qui se nomment tout simplement des programmes scolaires**, qu'ils **nécessitent un budget spécifique car il y a tout simplement des contenus et des activités qui sont spécifiques** ! Quelques soient le nombre et la qualité des projets menés, ce n'est pas l'EPS qui ira acheter des microscopes pour observer la position des appuis en Acrosport et encore moins les Sciences qui achèteront des tapis de réception pour aborder la compliance des matériaux.

4) Voter contre le budget : Pourquoi et quelles conséquences ?

Pourquoi et quand voter Contre le projet de budget de l'établissement ?

Pour refuser une répartition insuffisante sur le service pédagogique, pour marquer le coup envers la dotation insuffisante de la collectivité, pour mettre la pression lorsque la Direction refuse un prélèvement pertinent sur le fond de roulement, pour éviter de cautionner un projet de budget insincère...

Dans tous les cas, les textes sont clairs et ont tout prévu pour qu'un vote contre le budget ne bloque en aucun cas le fonctionnement d'un établissement scolaire. Pour les cas où des blocages nous ont été remontés, il s'avérerait qu'il s'agissait le plus souvent d'une volonté (cynique) de la Direction pour passer l'envie de revoter contre...

Conséquences réelles sur le fonctionnement de l'établissement :

En cas de vote contre le budget par le C.A d'un EPLE, au premier janvier, un budget provisoire permet dans la double limitation des crédits ouverts l'année précédente et des prévisions pour l'année en cours, de régler les dépenses de tous les services en attendant que le règlement conjoint ait lieu et que le budget soit exécutoire.

- Le verbatim réglementaire: [Code général des collectivités territoriales - Article L1612-1](#)

→ “Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente”

Conséquences réelles sur le cas spécifique des voyages, en cas de vote CONTRE le budget :

Le rejet du budget par vote au C.A d'un EPLE n'empêche en rien la création de régie afin d'encaisser les chèques des familles dans le cadre d'un voyage scolaire approuvé par le C.A, et de régler les dépenses de ce voyage avec cet argent.

D'après le point II.2.6.3 de la [circulaire n°2011-117 du 3/8/2011](#) (MEN – DGESCO B3-3) :

Sorties et voyages scolaires au collège et au lycée

Modalités d'organisation

NOR : MENE1118531C circulaire n° 2011-117 du 3-8-2011 MEN - DGESCO B3-3

II.2.6.3

Constitution de régies

Seule une personne ayant la qualité de comptable public peut manier des deniers publics. Aussi, conformément à l'arrêté du 11 octobre 1993 modifié relatif à l'habilitation des chefs d'établissements publics locaux d'enseignement à instituer des régies de recettes et des régies d'avances, le chef d'établissement peut créer des régies de recettes, notamment pour encaisser la participation des familles au financement des voyages scolaires, et des régies d'avances, notamment pour payer les frais exposés pendant le voyage ou la sortie scolaire lorsqu'ils ne peuvent faire l'objet d'un ordonnancement préalable conformément aux conditions fixées par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

Ces opérations s'effectuent dans le cadre de l'instruction n° 98-065-M9-R du 4 mai 1998 modifiée relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement.

L'échelonnement éventuel de la contribution des familles doit être autorisé par l'agent comptable dont c'est une compétence exclusive.

Les décisions de création de régies sont exécutoires dans un délai de quinze jours après leur transmission au comptable de l'État territorialement compétent pour le contrôle de la gestion de l'agent comptable de l'établissement sauf si, dans ce délai, celui-ci formule des observations.

→ Il relève de la compétence du chef d'établissement, après avoir obtenu l'agrément de l'agent comptable de l'établissement, de désigner le régisseur parmi le personnel de l'établissement (en général, le gestionnaire de l'établissement)

5) Agir avec des outils complémentaires : arguments, outils, calculateurs dans le kit budget et le courrier du S1 :

Pour vous aider à préparer le Conseil d'Administration sur le budget, nous vous invitons à utiliser le [Courrier du S1 n° 2](#), envoyé dans chaque collège au correspondant du SNES-FSU, ainsi que les outils proposés dans le **Kit Budget du SNEP-FSU**.

A voir ici ➡



Et n'hésitez pas à nous solliciter et à participer aux stages « Comprendre-Agir dans son établissement » que nous organisons chaque année en novembre et janvier.



Kit Budget 2025 : Se préparer à agir pour plus et mieux d'EPS et d'école !

8 novembre 2024

Argumentaires, outils, calculateur, pour aller plus loin... Tout savoir sur le budget 2025

[Lire la suite »](#)

Le kit budget Outils

1) Voeu Budget 2025

[Télécharger](#)

2) Explication de vote et appel au vote

[Télécharger](#)

3) Aide des EPLE aux AS

[Télécharger](#)

Le kit budget Argumentaires

1) Projet de déclaration liminaire

[Télécharger](#)

2) 4 pages Énergie

[Télécharger](#)

3) Conseil d'administration – Courrier S1

[Télécharger](#)

4) Vote contre, que se passe-t-il ?

[Télécharger](#)

5) Température dans les gymnases : la réglementation

[Lire](#)



Pour aller plus loin

1) Le budget d'un EPLE

[Télécharger](#)

2) Document MEN : Les documents budgétaires DGESCO-DAF

[Télécharger](#)

3) Dossier national sur les crédits EPS

[Télécharger](#)

4) Que peut-on faire pour clarifier le budget EPS ?

[Télécharger](#)

Le kit budget Calculateur

Tableur budget

[Télécharger](#)

Au passage : il n'est pas obligatoire d'être syndiqué.e pour être soutenu.e et recevoir les informations.

Mais sans syndiqué.es, pas de moyens → moins ou pas d'activités syndicales → moins de conquêtes et d'égalité...

Si vous n'avez pas franchi le cap, c'est le moment de le faire et/ou d'encourager vos collègues à le faire avec vous !



Faisons exploser le niveau de syndicalisation et de mobilisation !!



Pour adhérer en ligne



OÙ ENVOYER MA COTISATION ?

Robin ANGEBAUD
Trésorier départemental du Snep35
2 allée Agnes Varda
35650 Le Rheu

Mail : robin.angebaud@ntymail.com
www.snepfsu-rennes.net
07 81 24 18 73



**ON LACHE
RIEN**